

la Droite au nouveau cabinet. C'est alors que Welter intervint, étant d'avis «qu'avant d'aborder l'examen de toutes ces questions, il faudrait résoudre la question préalable, c'est-à-dire, savoir, oui ou non, si, en principe, nous étions disposés à laisser participer les cléricaux au gouvernement ou si nous entendions rester intransigeants et refuser tout concours clérical.» L'assemblée, «à peu près unanimement», se décida à collaborer avec la Droite à laquelle on attribuerait deux sièges dans le nouveau cabinet, mais on prononça l'exclusion contre les membres du présent Gouvernement et «contre des militants tels que Léon Kauffman etc.» On aurait préféré des hommes tels que le bâtonnier Emile Wilhelmy et le président Paul Ulveling (v. fasc. XI) que Welter cite en exemples; mais on était d'avis «que tout cela était l'affaire de la personnalité chargée de former un nouveau cabinet.» Puis on en vint à discuter du Bureau de la Chambre dans lequel on céderait à la Droite la vice-présidence et un secrétaire; «cependant on se heurtait à la question des titulaires.»

Venons-en maintenant à un sujet qui préoccupait beaucoup la majorité et qui s'avérait très incertain: peu de chances existant que Le Gallais pût rentrer avec Léon Brasseur envoyé en Suisse pour le ramener, la proportion à la Chambre était ramenée à 26/25. Mais on restait aussi à se demander si les députés libéraux Palgen et Gallé, employés des Chemins de fer, avaient le courage de demander la dispense pour venir voter à la séance d'ouverture de la Chambre. Welter repoussait avec dédain les propositions faites: de demander à la Droite la remise de la séance («les cléricaux se garderont bien de nous donner un sursis et profiteront de la bonne aubaine») ou «de nous retirer: le pays ne comprendrait pas notre obstruction. La seule chose à faire serait de ne pas se hâter avec les validations . . . de retarder la nomination du bureau jusqu'à ce que Palgen et Gallé puissent venir après leurs heures de bureau. Ce n'est pas crâne . . . mais que voulez-vous!»

«Ensuite on parlait de l'attitude à prendre vis-à-vis du cabinet Loutsch . Il y en avait qui étaient d'avis de ne prendre en considération aucune autre éventualité (nouvelle dissolution de la Chambre!) que la chute du cabinet.» Welter combattit cette tactique de peur de voir la majorité perdre des députés exposés comme Hemmer et Mathieu. A la demande de Welter, Ed. Hemmer dit qu'il n'était pas sûr du tout d'être réélu, «mais qu'il était résolu à ne plus poser sa candidature. On comprit la gravité de la situation.» Lorsque Welter constata que malgré tout la plupart des députés présents tenaient à renverser de suite le cabinet Loutsch, il leur proposa de suivre la tactique de Venizelos à la Chambre grecque: «Il avait également la majorité, mais le cabinet avait été choisi dans la minorité. Eh bien, Venizelos ne renversait pas le cabinet mais il le laissait faire, quitte à le faire tomber quand cela lui plaisait. Cependant, on ne voulait rien savoir de cette pratique. Et Adolphe Schmit revint à l'idée de Hemmer, de continuer les pourparlers engagés. Oui, c'est très bien, mais si ces pourparlers ne réussissent pas, quoi alors? On n'a pas pris de résolution. L'assemblée avait été très digne, très calme. Tout le monde savait quelle responsabilité était engagée.»